

Nostra aetate 60 ANS • LES FICHES

de la Conférence des évêques de France

L'AFFAIRE DU CARMEL D'AUSCHWITZ

1

L'affaire
Dreyfus

2

La Shoah

3

L'affaire
Finaly

4

Jules Isaac

5

En amont
de Nostra
aetate

6

Nostra
aetate

7

Jean Paul II

8

Évolutions
de l'Église
depuis Nostra
aetate

9

Édith Stein

10

L'affaire
du carmel
d'Auschwitz

11

Penseurs,
théologiens,
philosophes

12

Création de
l'État d'Israël
et droit
international



L'AFFAIRE DU CARMEL D'AUSCHWITZ

SOMMAIRE



Le carmel

Lorsqu'en 1984, huit religieuses carmélites s'installent dans un bâtiment à l'intérieur du camp d'Auschwitz-Birkenau pour prier pour tous ceux qui ont vécu en ces lieux, qu'ils aient été victimes ou qu'ils aient été bourreaux, se doutent-elles qu'elles enclenchent une crise qui durera une dizaine d'années et menacera les relations entre l'Église catholique et les juifs ? De nombreux aspects sont à prendre en compte.



Jean Paul II, Auschwitz (1979) © Service photographique du Saint-Siège - Vatican Media ; avec l'aimable autorisation du Dicastère pour la Communication - Archives éditoriales multimédias, Cité du Vatican, tous droits réservés.

Ces enjeux ne furent pas vraiment compris sur le moment par les chrétiens (polonais et européens) et suscitèrent de nombreux clivages en leur sein. La prise de conscience du rôle des Églises pendant la Shoah n'était pas encore très vive. En revanche, l'indignation de la communauté juive devant ce qu'elle considérait comme une récupération du génocide juif par l'Église catholique, « *une christianisation de la Shoah* », ne tarda pas à s'exprimer et il fallut l'intervention de plusieurs cardinaux pour éviter l'irréversible entre les deux communautés.

Le 14 novembre 1984, le maire d'Oswiecim (Auschwitz) remet aux religieuses un bâtiment et un terrain en usufruit perpétuel sans aucune désapprobation des autorités civiles locales ou du gouvernement polonais. Cette décision était contraire au statut décidé par l'Unesco en 1979 de patrimoine mondial de l'humanité pour ce lieu. Pourtant, elle passa inaperçue.

Mais, en mai 1985, une collecte de fonds lancée par l'association catholique Aide à l'Église en détresse (AED) révèle que des carmélites se sont installées l'année précédente dans les anciens locaux du théâtre d'Auschwitz qui servait aux nazis pour entreposer le gaz Zyklon B et les effets des détenus : **ce fut le détonateur.**

Du côté juif, cette installation est vécue comme une profanation puisque Dieu a été nié en ce lieu qui doit rester en état de désolation, sans trace de vie ni de prière ; dans l'optique chrétienne, la Croix du Christ est victorieuse de la souffrance et de la mort, ce qui justifie l'installation d'un centre de prière là où la mort l'a emporté. Toutefois, dans le monde catholique, certains ecclésiastiques expriment également leur désaccord, parmi lesquels Mgr Decourtray qui déclare à Radio-France le 6 décembre 1985 : « *Pour ma part, je ferai tout pour que l'on respecte le peuple juif partout, y compris à Auschwitz.* »

Deux conférences ont lieu à Genève, en juillet 1986 puis en février 1987, réunissant des personnalités juives et catholiques, dont les cardinaux Francizek Marcharski, archevêque de Cracovie, Jean-Marie Lustiger et Albert Decourtray, le grand-rabbin de France René-Samuel Sirat, maître Théo Klein, du Conseil représentatif des juifs de France (CRIF) et président du Congrès juif européen, et la professeure Tullia Zevi, présidente de l'Union des communautés juives italiennes (UCEI). Dans une déclaration commune intitulée « *Zakhor* », « *Souviens-toi* », ces participants rappellent qu'Auschwitz-Birkenau est le lieu symbolique de la Solution finale. Ils suggèrent que les religieuses emménagent dans un centre d'information et de prière qui sera construit à l'extérieur du camp. Toutefois, les carmélites refusent de quitter les lieux.

S'ajoute la question d'une croix monumentale dressée pour la première visite du pape Jean Paul II à Auschwitz en 1979. Les religieuses sous-louent le terrain à une association qui engage diverses procédures pour maintenir la croix en place. La controverse s'envenime au cours de l'année suivante.

En mai 1989, 300 militants sionistes manifestent devant le carmel pour exiger sa fermeture ; en juillet, une dizaine de juifs américains investissent la clôture du carmel et sont chassés par des ouvriers polonais aidés par des habitants ; en août, le clergé polonais annonce que le nouveau couvent qui doit accueillir les religieuses en bordure du camp ne sera terminé que dans huit ans. Avec le soutien du cardinal Decourtray et de l'ensemble des organisations juives, Maître Théo Klein, président du Conseil représentatif des juifs de France (CRIF), en appelle au Pape tandis que le cardinal Glemp, archevêque de Varsovie, demande la renégociation des accords de Genève. Le lendemain, les cardinaux Decourtray, Lustiger et Daneels signent un communiqué déclarant que les engagements souscrits doivent être tenus.

Il faudra l'intervention du Saint Siège, le 18 septembre 1989, en faveur des accords de Genève pour détendre provisoirement la tension. Mais les religieuses persistent dans leur refus de quitter les lieux. Ce n'est que quatre ans plus tard, le 9 avril 1993, que la décision de Rome sera sans appel : **accepter le déplacement ou retourner dans leur monastère d'origine**. Les carmélites acceptent enfin de déménager. L'affaire du carmel n'est pas pour autant terminée... Reste le problème de la croix qui doit être également transférée. Si l'épiscopat polonais dans son ensemble dénonce « *l'instrumentalisation de la croix* » par certains prélats comme Mgr Glemp, l'opinion publique polonaise réclame son maintien sur les lieux. En 1998, des Polonais ajoutent 152 nouvelles croix sur les lieux en mémoire des 152 prisonniers polonais qui auraient été exécutés par les nazis. Elles seront retirées l'année suivante. La question est donc officiellement réglée, mais pour les juifs, elle reste un point douloureux d'incompréhension, voire de suspicion vis-à-vis de l'Église, incompréhension nourrie par ailleurs par la béatification du père Kolbe (en 1982) et celle d'Édith Stein (en 1987).

Il est important de replacer cette affaire du carmel dans son contexte historique, politique et religieux. La symbolique d'Auschwitz n'est pas la même pour les Polonais et pour les juifs car l'histoire de la seconde guerre mondiale a été considérablement déformée en Pologne pour les besoins d'une propagande communiste soviétique qui a imposé un récit national fallacieux, renforcé par un antisémitisme polonais séculaire. La revendication juive sur ces lieux fut interprétée par les Polonais comme une volonté juive de les déposséder et d'ignorer leur souffrance. Lorsqu'éclate l'affaire, l'amélioration des relations entre juifs et chrétiens au niveau institutionnel n'en est qu'à ses débuts. Elle contribue à faire reconnaître aux chrétiens qu'Auschwitz est un lieu qui concerne avant tout les juifs et les incite à mesurer l'ampleur de leur douleur sans pour autant nier celle des autres. « *Auschwitz ne doit-il pas [...] conduire l'Église à s'interroger sur elle-même et sur la Shoah, et sur le destin des juifs dont nous refusons de croire qu'il soit de témoigner par leur malheur de la victoire de la Croix ?* », s'interroge Ady Steg, qui, outre sa carrière médicale éminente, occupa d'importantes responsabilités au sein de la communauté juive française.

Cette affaire s'inscrit aussi dans une histoire déjà longue. Dès 1983, la visite d'Auschwitz avait poussé les cardinaux Lustiger et Decourtray à publier un communiqué où s'exprimait une intention de repentance devant ce drame insoutenable survenu en terre chrétienne.

À l'occasion de la commémoration du cinquantenaire de la libération des camps, l'épiscopat allemand a abordé franchement le douloureux silence des catholiques allemands en 1938 et a tiré la leçon de la Shoah : « *Auschwitz nous confronte, nous chrétiens, aux questions suivantes : comment nous situons-nous vis-à-vis des juifs ? Notre comportement à leur égard correspond-il à l'esprit de Jésus-Christ ?* » Les évêques polonais ont aussi solennellement reconnu que la muséographie d'Auschwitz (en refonte depuis 1990) n'avait pas rendu compte de la réalité de la Shoah et qu'elle avait au contraire dissimulé la catastrophe juive. De leur côté, les Églises de Hongrie ont souligné leur co-responsabilité,

reconnaissant que les croyants, par faiblesse, ont laissé déporter et exterminer un grand nombre de leurs concitoyens juifs et ont imploré le pardon pour cette catastrophe. La déclaration lue à Drancy au nom des évêques de France, le 30 septembre 1997, par Mgr Olivier de Berranger, a demandé pardon pour la défaillance de l'Église de France et sa responsabilité envers le peuple juif.

Enfin, dans un document de 1998 *Nous nous souvenons – Une réflexion sur la Shoah*, le Saint Siège rappelle que des préjugés anti-juifs enracinés dans les esprits et les cœurs de certains chrétiens les auraient rendus moins sensibles ou même indifférents aux persécutions dirigées contre les juifs par les nazis. La crise provoquée par l'installation du carmel d'Auschwitz est aujourd'hui considérée comme appartenant au passé. Elle a montré que le dialogue entre juifs et chrétiens requiert amour et patience dans l'espérance. ■



Cardinal Albert Decourtray (1923-1994)

Albert Decourtray naît à Wattignies dans une famille du Nord. S'il reçoit une éducation chrétienne traditionnelle, son père, selon ses propres dires, « ne venait jamais à la messe... Je ne l'ai jamais vu faire un signe religieux ». Il est ordonné prêtre à l'âge de 18 ans et poursuit ses études tout en assurant un ministère de « *vicaire dominical* ». Prêtre étudiant à Rome de 1948 à 1951, à l'Université Grégorienne et à l'Institut Biblique Pontifical, il en sort docteur en théologie et licencié ès-sciences bibliques.

En 1952, il est nommé directeur au grand séminaire de Lille où, pendant six ans, il enseigne l'Écriture Sainte. En 1955, il effectue un séjour de six mois à Jérusalem. À partir de 1958, il est chargé des jeunes prêtres, puis de la formation permanente du clergé de son diocèse avant de devenir responsable de la formation des jeunes

prêtres au plan national. C'est donc avec les prêtres comme interlocuteurs qu'il traverse une période cruciale de l'histoire de la France et de l'Église avec l'important changement de paradigme vis-à-vis du judaïsme amorcé par le concile Vatican II.

Il est nommé évêque auxiliaire de Dijon en 1971, évêque en 1974. De 1973 à 1979, il est membre du Conseil permanent de l'Épiscopat. Au début de son épiscopat, il est membre du Comité épiscopal pour les relations avec le judaïsme. En 1980, un cancer du larynx le cloue pour de longues semaines sur un lit d'hôpital et le réduit au silence. Il découvre alors la vie d'une mystique dont il connaissait déjà les écrits : Élisabeth de la Trinité, une carmélite de Dijon morte à l'âge de 26 ans au début du siècle. Il l'appellera plus tard « *ma sainte* ». Il retrouve progressivement l'usage de la parole à la fin de l'année. Élu vice-président de la Conférence des évêques de France en 1981, il en sera le président de 1987 à 1990. Il est nommé archevêque de Lyon en 1981, puis créé cardinal en 1985. Il est alors nommé membre du Conseil pontifical pour l'unité des chrétiens et membre du Conseil pontifical pour le dialogue entre les religions. Il est élu à l'Académie française en 1993.

Il va lutter âprement contre le racisme, l'exclusion et la xénophobie, ce qui lui vaudra d'obtenir le prix des droits de l'Homme en 1987. Trois ans avant l'épisode très médiatisé de sa rencontre avec des jeunes musulmans des Minguettes, il est invité par le cardinal Macharski, archevêque de Cracovie, à l'occasion du voyage du pape Jean Paul II en Pologne. Il est au côté du cardinal Lustiger au camp d'Auschwitz. Plus tard, le cardinal Lustiger témoignera : « *Je regardais Albert dont le visage était comme tourné vers l'intérieur. Il priait [...]. Il a découvert la condition juive telle que la Shoah la dévoile. Alors est né en lui son amour courageux du peuple juif. Cette découverte lui a fait comprendre, comme jamais*

avant, l'horreur du mal et la profondeur de la miséricorde divine et l'a appelé à vivre avec une plus grande intensité sa vocation de prêtre. »

C'est effectivement lors de son épiscopat lyonnais que son action prend toute sa mesure. Il joue un rôle important dans l'affaire du carmel d'Auschwitz (1984-1993) où il fut négociateur et signataire de la déclaration signée à Genève pour le transfert du carmel hors de l'enceinte du camp. Cet engagement lui vaudra le prix des droits de l'Homme de l'organisation juive B'nai Brith (Les fils de l'Alliance). Il prend nettement position lors du procès du tortionnaire Klaus Barbie jugé à Lyon (mai-juillet 1987). Après l'arrestation de Paul Touvier (1989), il met sur pied une commission d'historiens chargée d'examiner les liens entre l'Église et l'ancien milicien inculpé de crimes contre l'humanité. Il ouvre à cette occasion les archives du diocèse de Lyon. Plusieurs décennies plus tard, ses messages, prises de position et méditations demeurent des références très précieuses pour la rencontre entre juifs et chrétiens. ■



Cardinal Jean-Marie Lustiger (1926-2007)

Le cardinal Aron Jean-Marie Lustiger est né à Paris le 17 septembre 1926 dans une famille juive d'origine polonaise. Il ne reçoit pas d'éducation religieuse au sein du judaïsme. Il découvre une bible protestante alors qu'il entame sa scolarité au lycée Montaigne à Paris et rencontre à la même époque l'antisémitisme, comme il le racontera plus tard à un quotidien israélien : « À la porte du lycée Montaigne, je me suis fait casser la figure parce que juif. Quand je m'approchais des garçons qui discutaient entre eux, ils me disaient : "Ça ne te regarde pas, tu es un sale juif." ». Il en fait aussi l'expérience lors d'un voyage en Allemagne en 1936-1937. Au cours de la seconde guerre mondiale, sa mère, dénoncée, est déportée et exterminée à Auschwitz en 1943. Auparavant, ses parents l'envoient se réfugier à Orléans avec sa sœur Arlette.

C'est là, au cours de la Semaine Sainte en 1940, qu'il découvre le Christ et reçoit quelque temps plus tard le baptême, avec le prénom de Jean-Marie. « Là, témoignera-t-il, j'ai eu l'intuition que ce que je pensais de la religion juive trouvait dans la figure du Messie son sens et un certain aboutissement. » Toute sa vie, il expliquera que devenir chrétien n'a jamais signifié pour lui un renoncement à son être juif, mais l'accomplissement des promesses de l'Ancien Testament. C'est ensuite tout un cheminement qui le conduit à être ordonné prêtre pour le diocèse de Paris en 1954. Il est aumônier, puis responsable de l'aumônerie des étudiants de Paris pendant une quinzaine d'années, enfin curé de la paroisse Sainte-Jeanne-de-Chantal dans le seizième arrondissement de Paris. En 1979, il est nommé par Jean Paul II évêque d'Orléans, deux ans plus tard archevêque de Paris. Il est créé cardinal en 1983 et succède au cardinal Decourtray à l'Académie française en 1995.

C'est tout au long des 25 ans de son épiscopat parisien qu'il mûrira sa double identité juive et chrétienne, revendiquée alors publiquement, et qu'il approfondira ses liens avec ses frères juifs dans l'élan donné par la déclaration *Nostra aetate* du concile Vatican II. Cet aspect de sa personnalité est loin de résumer sa pensée et son action, mais il est possible d'en repérer les principales étapes. Secondé par le cardinal Decourtray, il noue des contacts pour tenter de régler l'affaire des carmélites installées dans le camp d'Auschwitz à partir de 1987. Il y gagne la reconnaissance du monde juif qui, pour une part, le considérait jusque-là comme un apostat. Il est aussi l'inspirateur de la déclaration de repentance de l'épiscopat français en 1997, qui reconnaît notamment la part de l'antijudaïsme religieux dans le processus de persécution des juifs par les nazis et qui inspirera la déclaration romaine quelques mois plus tard.

Il est aussi l'un de principaux artisans du succès de la visite de Jean Paul II à Jérusalem en 2000 : les visites du mémorial de Yad Vashem (littéralement « *la Main et le Nom* ») et du mur dit des Lamentations (le Kotel, soit le mur du deuxième Temple) sont un pèlerinage de la mémoire ainsi que la reconnaissance de la dette chrétienne vis-à-vis des « *frères aînés juifs* », pour reprendre une expression de Jean Paul II lors de sa visite à la Synagogue de Rome en 1986. En 2005, il représente le Saint Père aux cérémonies du soixantième anniversaire du camp d'Auschwitz. La même année, il est à l'origine des Rencontres judéo-catholiques de New-York. Elles ont été rendues possibles par la qualité d'amitié et les intuitions profondes qu'il partage avec le père Patrick Desbois, alors secrétaire du Comité épiscopal pour les relations avec le judaïsme. De son côté, le rabbin Israël Singer est à cette époque président du Congrès juif mondial. Ces rencontres lui font dire à son retour de New-York : « *Merci à Dieu pour cette rencontre. Nous sommes tous des croyants. Nous avons fait attention les uns aux autres, avec notre esprit, notre cœur, pour comprendre ce qui a été dit. C'est la contribution la plus importante en ce qui concerne les relations entre les juifs et les chrétiens qui se soit jamais produite.* » Après sa mort, le Congrès juif mondial tient à rendre hommage à sa très grande figure morale et à son action positive en faveur des relations judéo-chrétiennes.

Pour résumer sa pensée, le peuple d'Israël est porteur d'une élection irrémédiable de la part de Dieu, ce qui fait la particularité de l'antisémitisme par rapport à tout racisme et xénophobie, et l'Église catholique doit apprendre à aimer son enracinement dans le judaïsme comme tous les hommes ont à entendre les commandements dont Israël est porteur.

Deux exemples révélateurs de la profondeur de ses méditations autour du « *Mystère d'Israël* » : en 2002, la parution d'un ouvrage¹, fruit d'un enseignement donné aux bénédictines de Sainte-Françoise-Romaine en 1979, révèle au grand public la profondeur de sa lecture des Écritures. Chapitre après chapitre, le mystère d'Israël dans l'Évangile de saint Matthieu revient comme un leitmotiv : « *L'Église ne peut recevoir le Christ que si elle reconnaît Israël, car le Christ est le Messie d'Israël* »².

Dans un autre contexte, lors des assises du Congrès juif européen en 2002, il affirme que « *Méconnaître ou renier cette Élection priverait de toute signification l'histoire du salut qui fonde la foi chrétienne, et peut-être aussi toute l'histoire humaine* »³. Une telle méditation ne peut qu'ouvrir les chrétiens à l'intelligence des Écritures et à la rencontre du peuple juif. ■



Père Jean Dujardin (1936-2018)

Jean Dujardin est devenu oratorien en 1955 après des études de philosophie, de théologie et d'histoire. Ordonné prêtre en 1962, il devient directeur de l'école Saint-Martin-de-France où il enseigne l'histoire à partir de 1970. Confronté, comme historien et responsable de cet établissement, aux thèses négationnistes, il centrera son travail sur la Shoah et la transmission de son histoire. Il est supérieur général de l'Oratoire de France de 1984 à 1999 et secrétaire du Comité épiscopal pour les relations avec le judaïsme de 1987 à 1999. Il est également membre du comité directeur de l'Amitié judéo-chrétienne de France (AJCF). Il participe, aux côtés des cardinaux Decourtray et Lustiger, avec maître Théo Klein et le Grand rabbin René Samuel Sirat, aux négociations de Genève pour résoudre la question de l'implantation du carmel d'Auschwitz qui

1 *La Promesse*, éd. Parole et Silence

2 *Op. cit.* p. 80-81

3 Intervention du cardinal Jean-Marie Lustiger - Congrès juif européen, 28-29 janvier 2002.

ont abouti au déplacement du carmel en dehors du camp. Il est aussi intervenu pour arrêter le processus de béatification d'Isabelle la Catholique, responsable de l'expulsion des juifs d'Espagne. Dans ces deux cas, qui sont des moments de tension des relations entre juifs et chrétiens, il œuvre à leur rapprochement. Citons aussi sa participation au collectif d'historiens institué par le cardinal Decourtray et chargé d'étudier l'attitude de l'Église catholique dans l'affaire Touvier. C'est sous la direction de René Rémond que le rapport de cette commission, Paul Touvier et l'Église, est publié aux éditions Fayard en 1992.

Marqué par la découverte d'un judaïsme vivant lors d'un séjour dans un kibboutz religieux en Israël, il est aussi le principal rédacteur de la Déclaration de repentance des évêques de France prononcée à Drancy le 30 septembre 1997. Celle-ci précise notamment : « Cette défaillance de l'Église de France et sa responsabilité envers le peuple juif font partie de son histoire. Nous confessons cette faute. Nous implorons le pardon de Dieu et demandons au peuple juif d'entendre cette parole de repentance. »

La même année, avec Mgr Gaston Poulain, président du Comité épiscopal pour les relations avec le judaïsme, il publie un document important⁴ : *Lire l'Ancien Testament*. Contribution à une lecture catholique de l'Ancien Testament pour permettre le dialogue entre juifs et chrétiens. Il est aussi l'auteur, avec le même Gaston Poulain, du chapitre intitulé « Église, judaïsme et communauté juive française » du livre *L'Église et les Français, crise de la foi, crise morale, crise sociale : quatorze évêques répondent*⁵.

Enseignant à l'École cathédrale de Paris, au collège des Bernardins, ainsi qu'au séminaire Saint-Sulpice d'Issy-les-Moulineaux, il est l'auteur de nombreux écrits consacrés au judaïsme et à la Shoah. Il est également à l'origine de la création de l'association Le Train de la Mémoire qui organise tous les deux ans, depuis 1995, un voyage à Auschwitz pour les lycéens (500 jeunes en moyenne) dans un souci de prise de conscience historique et de méditation spirituelle. Avec plusieurs ouvrages, tout particulièrement, *L'Église catholique et le peuple juif, un autre regard*⁶ et *Catholiques et juifs cinquante ans après Vatican II, où en sommes-nous ?*⁷, il nous invite à méditer et à continuer d'œuvrer au travail de réconciliation et de construction de la fraternité entre les deux religions sœurs. Il écrit notamment dans le premier ouvrage : « Le questionnement qui en est résulté [de la Shoah] est loin d'être épuisé. Nous ne pouvons que l'amorcer. C'est un questionnement difficile car il remet en cause, non pas la foi chrétienne comme telle, mais beaucoup de ses formulations et de nombreuses expressions de la piété. J'ose penser qu'il n'y a pas un seul domaine de la réflexion théologique qui ne sera pas affecté par ce nouveau regard de l'Église. »⁸ ■



Grand rabbin René-Samuel Sirat (1930-2024)

Issu d'une famille nombreuse, René-Samuel Sirat naît en Algérie française. Il apprend l'arabe avant l'hébreu, ce qui n'est pas sans importance pour comprendre ses efforts ultérieurs afin de se rapprocher du monde arabo-musulman. Il affrontera l'antisémitisme durant sa scolarité. Il rejoint l'Hexagone en 1946 pour entreprendre des études rabbiniques. Il étudie d'abord à la *yeshiva* (école) d'Aix-Les-Bains où son adaptation est assez difficile, appartenant au monde sépharade dans un univers aschkenaze. On notera qu'il

4 Éditions du Cerf, 21 octobre 1997

5 Robert Laffont, 1^{er} janvier 1997

6 Éditions Calmann Levy 2003

7 Éditions Albin Michel 2012

8 *L'Église catholique et le peuple juif, un autre regard*, Calmann Levy, 2003, p. 13

aura à cœur, lorsqu'il deviendra grand-rabbin de France, de favoriser les rapprochements entre les deux branches majeures du judaïsme en dépit de leur différence de culture et de sensibilité. Il rejoint ensuite le séminaire israélite de Paris. Quand il obtient sa *semikha*, c'est-à-dire son habilitation à devenir rabbin, il est alors le plus jeune diplômé rabbinique de France. Il sera successivement rabbin à Clermont-Ferrand, puis à Toulouse et dans les départements environnants. Il devient aumônier des étudiants juifs de France, reprend ses études et obtient le diplôme de l'Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO).

En 1956, il devient professeur d'hébreu à Paris et sera le traducteur officiel entre le président français Charles de Gaulle et le premier ministre israélien Levi Eshkol lors d'une visite de ce dernier en France en 1964.

Le dialogue interreligieux et l'attachement à l'apprentissage de l'hébreu et de l'histoire juive constituent l'axe principal de son action. Il est chargé de mission de l'Inspection générale de l'Éducation nationale pour l'enseignement de l'hébreu de 1973 à 1980. À ce titre, il obtiendra la création d'un CAPES puis d'une agrégation d'hébreu. Son attachement à l'apprentissage de la langue hébraïque s'explique, entre autres raisons, par des motifs historiques. Il y a un avant et un après Auschwitz : auparavant les *linguae francae* du peuple juif étaient le yiddish, le judéo-espagnol et le dialecte judéo-arabe ; désormais, il importe de favoriser la pratique de l'hébreu, langue biblique des origines et langue du nouvel État d'Israël, appelé à devenir le creuset d'une identité retrouvée.

Par la suite, il devient professeur à l'INALCO où il dirige la section d'études hébraïques et juives, puis Grand rabbin de France jusqu'en 1987. Entre son élection comme grand-rabbin de France et sa prise de poste, l'attentat contre la synagogue de la rue Copernic à Paris en 1982 marque une résurgence de l'antisémitisme. D'autres attentats suivent : la rue des Rosiers la même année, la rue de Rennes en 1986... Il a à cœur de réagir dès sa prise de fonction en organisant une cérémonie à la synagogue de la rue des Victoires.

Rabbin d'ouverture, il affiche son intention de se rapprocher des juifs libéraux, mais son initiative connaît un succès mitigé. Il développe également les relations avec le Consistoire central, le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), le Fonds social juif unifié et l'Alliance israélite universelle.

Le dialogue interreligieux constitue l'autre grand volet de son action. Pour lutter contre l'antisémitisme, il est nécessaire de se connaître mutuellement et d'afficher l'attachement aux valeurs du Décalogue dont la Déclaration universelle des droits de l'Homme de 1948 s'inspire largement. Nommé co-modérateur de la Conférence mondiale des religions pour la paix, il participe à la deuxième rencontre d'Assise en 1993 auprès de Jean Paul II. Cet événement invite toutes les grandes religions du monde à prier pour la paix, dans un esprit de communion mais non de syncrétisme.

Dans la même intention, il participe en 1999 avec Joseph Ratzinger, futur Benoît XVI, à la création de la Fondation pour la recherche et le dialogue interreligieux et interculturel à Genève par le Patriarcat œcuménique de Constantinople.

Il est aussi directeur-fondateur de la chaire Connaissance réciproque des religions du Livre et enseignement de la paix à l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) ainsi que président-fondateur de l'Institut universitaire européen Rachi de Troyes, qu'il initie avec Robert Gallet, maire de Troyes. Il fait don en 2017 de sa bibliothèque talmudique à l'Institut Rachi.

Il soutient le projet Aladin de l'UNESCO qui voit le jour en 2009. Ce projet s'appuie sur les leçons de l'histoire, et particulièrement celles de la Shoah, pour combattre l'extrémisme, l'antisémitisme

et l'intolérance contre les musulmans. Il travaille avec des gouvernements, des représentants de la société civile et des enseignants, à travers le Moyen-Orient, l'Europe et l'Afrique pour faire de l'éducation un rempart contre la haine et la violence. Il est membre du Consistoire central israélite de France.

L'Académie Hillel est créée en 1994 avec René-Samuel Sirat comme président. Celle-ci tire son nom du grand sage de la fin de l'époque du deuxième Temple, président du Sanhédrin, auquel est attachée une image de patience et de tolérance. Elle vise à inciter chaque juif à développer une relation significative et durable avec Israël et les Israéliens.

À l'occasion du vingtième anniversaire de la rencontre d'Assise, le pape François le reçoit en mars 2018 au Vatican pour une audience privée.

Après son départ à la retraite, il fait son *alyah* (ascension ou élévation spirituelle) à Jérusalem (Israël) en 2013 pour y rejoindre ses enfants. Il y meurt le 10 février 2023. ■



Théo Klein (1920-2020)

Théodore Klein, alias Théo, est issu d'une famille alsacienne attachée à la fois à la tradition juive et à la République française. Il entame des études de droit et pratique le scoutisme au sein des Éclaireurs israélites de France (EIF) à Paris puis à Vichy. Cet engagement sera déterminant dans son entrée dans la Résistance. Lorsque le gouvernement du maréchal Pétain crée l'Union générale des israélites de France en 1941, les EIF en deviennent la sixième section, d'où le nom du réseau de résistance fondé par les éclaireurs israélites : la Sixième.

En juillet 1942, Théo Klein participe à l'installation des familles juives qui arrivent dans la zone italienne d'occupation. Puis il est chargé de la direction du service des faux papiers à Grenoble et dans la région Sud-Est. Il cherche des planques pour les jeunes juifs et organise des convois en direction de la Suisse. Par l'intermédiaire « *d'assistantes sociales* » et d'agents de liaison, il obtient la complicité de secrétaires de mairie de la région qui lui délivrent de faux papiers, cartes d'identité et d'alimentation, pour permettre aux juifs en danger de se cacher.

Après la Libération, il termine ses études de droit et obtient le diplôme de l'Institut d'études politiques. Il est reçu comme avocat à la Cour d'appel de Paris. Il aide alors des familles juives spoliées à récupérer leurs appartements. Entre 1945 et 1950, il participe à la fondation de l'Union des étudiants juifs de France dont il sera le premier président. Il dirigera par la suite l'un des grands cabinets d'affaires parisiens.

Il se rend pour la première fois en Israël au début des années 50. Il aura ce mot : « *J'ai eu le sentiment de rentrer chez moi. Cela peut paraître stupide. C'est comme ça.* » Il obtiendra la nationalité israélienne dans les années 1960 tout en conservant la nationalité française, et s'inscrira à partir de 1970 au barreau de Jérusalem. Il dira : « *Le lieu de ma culture est la France, le lieu de ma spiritualité est Israël.* »

À partir de cette époque, il devient un observateur précis et critique de la politique israélienne envers les Palestiniens et soutiendra plus tard les négociations qui mèneront aux accords de paix de 1993, dits « accords d'Oslo », qui lui font dire : « *L'ensemble de la judaïté pourra profiter de la paix* »

en Israël et donc de la possibilité pour la population israélienne de penser à autre chose qu'à la guerre, de construire une culture fondée sur les textes anciens, régénérée et porteuse d'un nouveau souffle. »

Malheureusement, l'assassinat de Yitzhak Rabin, le Premier ministre israélien, par un étudiant juif d'extrême droite mettra fin à cet espoir. Il croyait profondément que les Israéliens devaient approfondir leurs relations avec ceux qui habitaient la terre d'Israël avant eux pour éviter une radicalisation encore plus grande des Palestiniens. Pour lui, son pays d'adoption ne devait surtout pas apparaître comme un avant-poste en Orient de l'Occident et des États-Unis. À ses yeux, le système d'élection à la proportionnelle intégrale qui prévaut en Israël empêchait le pays d'avoir une véritable politique.

En 1970, il est vice-président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) dont il deviendra le président en 1983. Il est également le fondateur du Congrès juif européen, dont il deviendra le président, pour succéder à la section européenne du Congrès juif mondial. Il met ainsi en évidence la spécificité d'une Europe appelée à interpeller d'une seule voix le monde de demain.

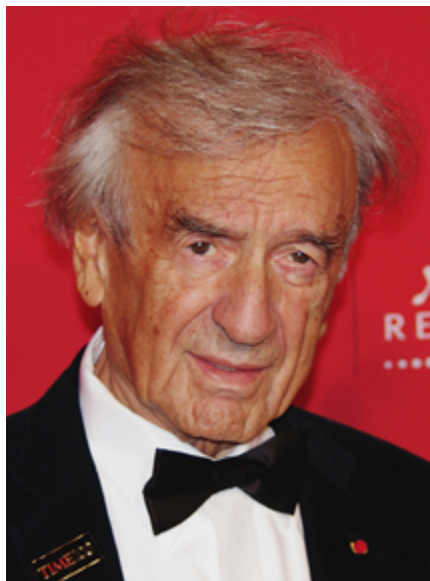
Grand lecteur de la Bible et simultanément militant laïque et républicain, il s'efforce de donner de l'ambition au CRIF en affirmant : *« Je souhaite que les juifs soient présents dans la société française, comme citoyens d'abord, mais aussi en tant que juifs. »* C'est lui qui instaurera en 1985 le fameux dîner où viennent chaque année le président de la République ou le Premier ministre.

Dans les années 1980 à 1990, il mène la bataille contre l'installation des carmélites à Auschwitz aux côtés des cardinaux Decourtray et Lustiger, mais son indépendance d'esprit lui fera prendre progressivement ses distances par rapport à l'idée d'un soutien inconditionnel à Israël assez fréquente dans la communauté juive française.

Il dit en 2001 à propos des violences commises en France contre la communauté juive : *« Le phénomène de violence dans les banlieues ne concerne pas seulement les juifs. Toutes les frustrations se traduisent par des violences. Avant d'employer le mot antisémitisme, il faut y réfléchir à deux fois. »* Il reproche à la majorité de la communauté juive de se refermer sur elle-même dans ses raisonnements, multipliant les références à la Shoah, ce qui la ramène trop souvent à dénoncer l'antisémitisme. C'est une position originale qui ne lui vaut pas que des amis en son sein.

Dans les années 1980 encore, il sera avec Jacques Chirac, Jack Lang et Claude-Gérard Marcus l'un des principaux acteurs de la création du Musée d'art et d'histoire du judaïsme à Paris. Il en sera le vice-président en 1988, puis le président en 2001.

Il meurt le 28 janvier 2020 à Paris à l'âge de 99 ans. C'était un humaniste, profondément attaché à la laïcité et soutien d'un judaïsme libéral, qui ne négligeait pas pour autant la spiritualité. ■



Eliezer Wiesel (1928-2016)

Dit Elie Wiesel, Eliezer Wiesel naît à Sighet, en Roumanie, en Transylvanie, à la frontière ukrainienne. Issu d'une famille hassidique, il est très croyant. Il est déporté à Auschwitz en 1944. Ayant survécu à la Shoah, il produit une œuvre abondante en langues française, hébraïque, yiddish et anglaise, où les légendes des mondes juifs disparus et la Shoah occupent une part importante, souvent centrale, et où la question de la place des juifs dans le monde et celle d'Israël dans le concert des nations est posée.

À Auschwitz-Birkenau, il perd sa mère et la plus jeune de ses trois sœurs, gazées dès leur arrivée, puis son père, avec lequel il avait passé beaucoup de temps en déportation. Ses deux autres sœurs, Hilda et Bea, ont survécu.

Après le retour des camps

Libéré par les Américains en avril 1945 (entretemps il avait rejoint le camp de Buchenwald), il est pris en charge avec plusieurs centaines d'autres jeunes et enfants par l'œuvre de secours aux enfants, œuvre juive d'assistance et de sauvetage d'enfants juifs (OSE). Il arrive au Préventorium d'Écouis dans l'Eure pour quelques semaines, où ses sœurs Hilda et Bea le retrouvent. Il passe ensuite d'établissement en établissement pendant plus de deux ans, jusqu'à la maison d'enfants de l'OSE « Chez nous » à Versailles.

Soutenu et encouragé par le directeur pédagogique de l'OSE et son épouse, qui lui fournissent en 1947 un petit logement à Paris, il fait des études de philosophie à la Sorbonne.

Apatride, il écrit pour le quotidien israélien *Yediot Aharonot*, ce qui lui permet de parcourir le monde et de rencontrer d'importantes personnalités : des artistes, des philosophes et des chefs d'État ; il se lie d'amitié avec François Mauriac, qui l'aidera à publier *La Nuit*, et avec Golda Meir. *La Nuit*, son premier livre publié en 1958, est une œuvre majeure. Il y évoque son expérience concentrationnaire, met fin à son silence, douze ans après sa libération des camps.

Ainsi commence une longue œuvre littéraire marquée par le sceau du témoignage et de l'hommage rendu aux victimes de la Shoah. Outre une quinzaine de romans, Elie Wiesel est l'auteur de quatre pièces de théâtre, de nombreux essais traitant de sujets d'actualité et du judaïsme, à la fois dans sa dimension hassidique, biblique, talmudique et prophétique. Le lien entre tous ces ouvrages se situe dans la défense de la mémoire. Plus qu'un romancier, un dramaturge ou un essayiste, il se définit avant tout comme un conteur dans la tradition hassidique.

Ses engagements

Devenu citoyen américain en 1963, il obtient une chaire en sciences humaines à l'université de Boston, soutenant notamment la cause des juifs d'Union soviétique.

Il fonde le conseil de l'Holocauste américain en 1980, et reçoit le prix Nobel de la paix en 1986. Trois mois plus tard, il crée avec sa femme la Fondation Elie Wiesel pour l'humanité dont la mission est de faire progresser la cause des droits de l'Homme et de la paix dans le monde entier. Témoin lors

du procès Barbie qui s'est tenu à Lyon du 11 mai au 4 juillet 1987, il inaugure le Centre d'histoire de la résistance et de la déportation le 15 octobre 1992 dans cette même ville.

Son attention n'est pas limitée à la défense de la mémoire de la Shoah. Lors de l'inauguration du musée du Mémorial de l'Holocauste des États-Unis à Washington, le 22 avril 1993, il tente de sensibiliser le président des États-Unis Bill Clinton à la guerre de Bosnie-Herzégovine.

Il préside, à partir de sa création en 1993, l'Académie universelle des Cultures constituée de personnalités du monde entier appartenant au domaine des lettres, des arts et des sciences, toutes engagées dans les combats pour la démocratie et les droits de l'Homme.

Il reçoit, en 2005, le prix Lumière de la vérité pour son action en faveur des droits de l'Homme et du peuple tibétain.

En octobre 2006, le Premier ministre israélien, Ehud Olmert, lui propose le poste de président de l'État d'Israël. Elie Wiesel refuse l'offre en expliquant qu'il n'est « *qu'un écrivain* », ce qui semble une juste appréciation de lui-même bien que l'ensemble de ses actions ne se limitent pas à une œuvre d'écrivain.

Son activité ne faiblit pas : en 2010, il publie *Rashi*, ébauche d'un portrait du célèbre commentateur champenois du Pentateuque et son quinzième roman, *Otage* ; à la fin de cette même année, il donne un concert à New York, *Memories and Melodies of my Childhood*.

Il est présent lors du discours au Congrès des États-Unis du Premier ministre d'Israël, Benyamin Netanyahou, le 3 mars 2015, sur la menace nucléaire de l'Iran, et Netanyahu s'adresse directement à lui durant ce discours sous les applaudissements du Congrès.

Il meurt à Manhattan, le samedi 2 juillet 2016, couvert d'honneurs : Grand-croix de la Légion d'honneur et commandeur de l'ordre de l'Empire britannique, ayant reçu aux États-Unis la médaille d'or du Congrès et la médaille présidentielle de la Liberté, fait docteur *honoris causa* par plus de cent universités parmi lesquelles Harvard, Yale, Stanford, Cambridge, Princeton, Columbia, l'École normale supérieure et la Sorbonne, Oxford et l'université hébraïque de Jérusalem.

Le président américain, Barack Obama, salue la mémoire d'un « *ami* », de « *l'une des grandes voix morales de notre temps, et, à bien des égards, la conscience du monde* », soulignant à juste titre qu'Elie Wiesel ne s'était pas uniquement battu contre l'antisémitisme sa vie durant, mais aussi contre la haine, la bigoterie et l'intolérance sous toutes ses formes.

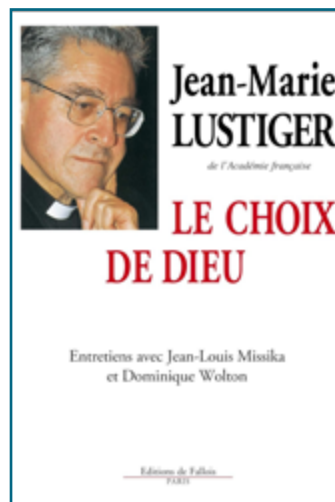
Nous pouvons relire cet extrait de *La Nuit* :

« *Jamais je n'oublierai cette nuit, la première nuit de camp
qui a fait de ma vie une nuit longue et sept fois verrouillée.
Jamais je n'oublierai cette fumée.
Jamais je n'oublierai les petits visages des enfants
dont j'avais vu les corps se transformer en volutes sous un azur muet.
Jamais je n'oublierai ces flammes qui consumèrent pour toujours ma foi.
Jamais je n'oublierai ce silence nocturne qui m'a privé pour l'éternité du désir de vivre.
Jamais je n'oublierai ces instants qui assassinèrent mon Dieu et mon âme,
et mes rêves qui prirent le visage du désert.
Jamais je n'oublierai cela, même si j'étais condamné à vivre
aussi longtemps que Dieu lui-même.
Jamais. » ■*

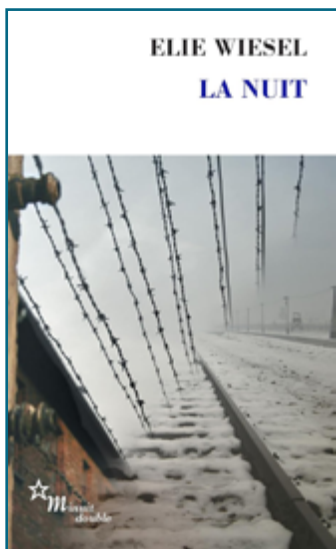
BIBLIOGRAPHIE



Jean-Marie Lustiger,
La promesse,
éditions Parole
et silence, 2002



Entretien avec
Jean Louis Missika
et Dominique Wolton,
Le choix de Dieu,
éditions de Fallois,
1987



Elie Wiesel,
La nuit, [1956],
éditions de Minuit,
2007



Elie Wiesel,
*Tous les fleuves
vont à la mer,*
mémoires,
éditions du Seuil,
1996



Elie Wiesel,
*Le testament d'un
poète juif assassiné,*
éditions du Seuil,
1980